

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Argentine-L-optimisme-reserve-d-une-croissance-de-4-en-2003>

Argentine : L'optimisme réservé d'une croissance de 4% en 2003

- Argentine -

Date de mise en ligne : mardi 9 septembre 2003

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'économie de l'Amérique Latine enregistrera une croissance de près de 2% en 2003, grâce à l'amélioration de la situation du commerce extérieur et de l'accès au financement mais aussi la relance de l'économie argentine, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL), un organisme des Nations Unies.

Mais elle met en garde contre "de nouveaux éléments d'incertitude sont apparus, tant au niveau économique que politique". Elle cite notamment "les va-et-vient du prix du pétrole et les maigres perspectives de croissance économique des principaux pays industrialisés, qui déterminent un cadre incertain pour le commerce international".

Comme facteur favorable : "l'amélioration visible de l'économie de l'Argentine", qui a enregistré des pressions inflationnistes moindres que celles de l'an dernier, "ce qui laisse espérer une légère réduction dans le rythme d'augmentation des prix au consommateur". L'économie argentine devrait voir son Produit intérieur brut (PIB) croître de près de 4% cette année, de même que le Pérou. Ces deux pays sont ceux qui connaîtront le plus fort taux de croissance de la région, alors que le Chili enregistrera une croissance positive de 3,5%, la Colombie de 2%, le Mexique de 2,4%, le Nicaragua et le Panama de 1,5% et la Bolivie et l'Équateur de 2%.

Un optimisme relatif qu' a confirmé Roberto Lavagna, ministre de l'économie argentine, qui conservera son poste si Kirchner gagne, dans ses différentes déclarations, dans la presse argentine estimant que le pays est en « état de marche » et que « la crise est terminée ». A son bilan, une inflation relativement contenue, la levée des contraintes qui ont pesé sur les dépôts bancaires, reste à savoir dans quelles conditions il pourra tenir tête au Fmi dans le cadre de la renégociation de la dette, pour ne pas se laisser imposer des mesures qui toucheraient à la souveraineté du pays.

EL

El Correo 9 septembre 2003